

Séance ordinaire du mardi 21 septembre 2021

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

**L'an deux-mille-vingt-et-un et le vingt et un septembre,
les membres du Conseil municipal, légalement
convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des
séances, Salle du Conseil, sous la présidence de
Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.**

Nombre de membres en exercice : 65

Urbanisme durable et maîtrise foncière

Présents :

Tasnime AKBARALY, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Mylvia HOUQUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Max LEVITA, Mustapha MAJDOUL, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, François VASQUEZ, Annie YAGUE.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Véronique BRUNET, Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Mickaël DIORE ayant donné pouvoir à Sébastien COTE, Flora LABOURIER ayant donné pouvoir à Salim JAWHARI, Nicole MARIN-KHOURY ayant donné pouvoir à Julie FRÊCHE, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Clothilde OLLIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Joëlle URBANI ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA.

Absents / Excusés :

Luc ALBERNHE, Mustapha LAOUKIRI

Quartier Croix d'Argent - Changement de nom de la ZAC de l'Ecole d'Application de l'Infanterie (EAI) en ZAC du ' Quartier de la Cité créative ' - Approbation

Monsieur Michaël DELAFOSSE, Maire, rapporte :

En avril 2012, la Ville de Montpellier a acquis auprès de l'Etat le site de l'Ecole d'Application de l'Infanterie (EAI), chargée d'assurer la formation des officiers, sous-officiers et soldats spécialistes de l'infanterie. Ce site a été désaffecté à la suite de la réforme de la carte militaire. Située au Sud-Ouest de Montpellier dans le quartier Croix d'Argent, cette ancienne école, dotée d'un riche patrimoine militaire bâti du début du XXème siècle et longtemps restée inaccessible aux Montpelliérains, est devenue un territoire de projet majeur pour la Ville de Montpellier, à proximité du cœur historique et sur la nouvelle ligne 5 de tramway, en cours de réalisation.

Dès l'origine, ce site exceptionnel par sa taille, sa localisation centrale et son potentiel a été identifié pour accueillir une programmation urbaine ambitieuse intégrant la création d'environ 2200 logements et le développement d'activités économiques tertiaires tournées vers les Industries culturelles et créatives (ICC). L'enjeu consiste à réunir au sein d'un « quartier créatif » l'ensemble de la chaîne des métiers du cinéma, de l'animation, du jeu vidéo, des effets spéciaux, du design graphique et numérique, de la radio, etc., en les articulant autour de plusieurs composantes : formation, entreprises, tiers-lieux d'échanges et de rencontres, services spécifiques... Il s'agit d'immerger ces nombreuses structures et activités au cœur du quartier afin qu'elles participent à son animation.

Plusieurs projets ont déjà vu le jour ou sont en cours :

- La halle Tropisme ouverte en janvier 2019 avec plus de 4 000 m² d'espaces de bureau, de co-working, des ateliers, des espaces d'expositions et de restauration dans des anciens ateliers reconvertis ;
- La construction d'un campus créatif d'échelle européenne de 16 000 m² livré en 2020 intégrant l'Ecole Supérieure des Métiers Artistiques (ESMA) spécialisée dans le cinéma d'animation et le design, et trois autres écoles du réseau Icônes formant au jeu vidéo, au game design et aux métiers du cinéma, avec un studio de motion capture de 600 m², un espace d'exposition de 500 m² ainsi que 350 logements étudiants ;
- Des ateliers d'artistes implantés transitoirement dans un ancien bâtiment (Picardie) qui ouvriront à l'automne 2021 ;
- Un pôle multiculturel nommé « *le Cocon* » avec salle de projection, bureaux, salle de danse, espace de restauration et détente, qui ouvrira ses portes en 2023 sur le site de l'ancien cinéma ;
- La réhabilitation et l'extension de l'ancien musée pour l'accueil de petites et moyennes entreprises ICC avec une livraison prévue en 2023.

Par sa qualité urbaine, son architecture démonstrative, sa réinterprétation contemporaine du patrimoine existant, sa programmation singulière et audacieuse, l'intensité des rapports sociaux qui s'y développeront, cet écosystème appelé « *Cité créative* » a vocation à devenir un lieu de référence dans le domaine de la création et à permettre la structuration de cette filière économique d'excellence pourvoyeuse d'emplois au cœur de la Ville et de l'aire métropolitaine. Ouverte sur son environnement, cette nouvelle centralité éco-créative offrira un cadre de vie et de travail agréable aux habitants, étudiants et actifs qui s'y côtoieront, tout en apportant une impulsion aux quartiers environnants (Avenue de Toulouse, Hauts de la Croix d'Argent, Ovalie, etc.).

Dans le cadre de la mise en œuvre opérationnelle de cet ambitieux projet de renouvellement urbain, le Conseil municipal a approuvé en date du 26 janvier 2017 le dossier de création de la Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) de l'EAI, en vue du réinvestissement urbain de cette friche militaire et du développement d'un quartier habité et actif tourné vers les ICC. Puis en date du 28 juin 2018, le Conseil municipal a approuvé le dossier de réalisation de la ZAC EAI.

Il s'avère aujourd'hui nécessaire de reconsidérer le nom de ce quartier au regard des ambitions qu'il porte, afin de conforter sa nouvelle identité et de contribuer à son rayonnement. Ainsi, il est proposé de modifier le nom de la ZAC EAI en ZAC du « *quartier de la Cité créative* », plus évocateur, plus représentatif de la nature et des enjeux du projet et plus identifiable au plan national et international.

Tous les documents relatifs à cette opération devront désormais porter ce nom. L'intitulé du contrat de concession d'aménagement confié à la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M) par délibération du Conseil municipal en date du 25 juin 2012 pour la mise en œuvre opérationnelle du projet EAI sera modifié par avenant.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- De prendre acte de la volonté de la Ville de Montpellier de renforcer la visibilité et l'attractivité du quartier de la Cité créative en cours d'aménagement sur le site de l'ancienne Ecole d'Application de l'Infanterie dans le quartier Croix d'Argent ;
- De modifier le nom de la ZAC EAI en ZAC du quartier de la Cité créative ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 57 voix

Contre : 0 voix

Abstentions : 3 voix

Ne prennent pas part au vote : 3 voix

Mme Stéphanie JANNIN, Mme Isabelle MARSALA, Mme Joëlle URBANI.

**Fait à Montpellier, le 27 septembre
2021**

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 27 septembre 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20210921-165450-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 27/09/21
Réception en Préfecture : 27/09/21

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.